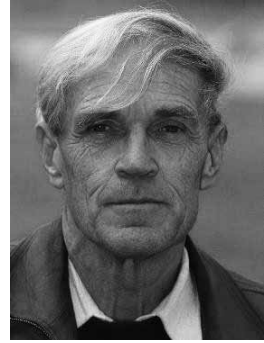


NOURRIR LE MONDE DE DEMAIN



MARC DUFUMIER *

Le défi : produire bien et suffisamment pour une alimentation saine et équilibrée

L a sécurité alimentaire ne revêt pas la même signification dans toutes les régions du monde. Dans les pays industrialisés, le terme évoque surtout la sécurité sanitaire des aliments. Manger sain signifie alors assurer un bon équilibre entre les divers ingrédients nécessaires à notre alimentation (glucides, protéines, lipides, fibres, vitamines, minéraux, antioxydants, etc.) et avaler une nourriture n'intégrant pas trop de microbes pathogènes, d'hormones, de dioxine, d'antibiotiques, d'anti-inflammatoires, de perturbateurs endocriniens et de substances cancérigènes. Chacun de nos aliments ne peut contenir tous les éléments indispensables à une bonne nutrition et il nous faut donc éviter toute carence en l'un ou l'autre d'entre eux. De même convient-il de ne pas consommer exagérément certains composants pouvant occasionner obésité, diabète, cancers et maladies cardio-vasculaires : sucres à combustion rapide, acides gras saturés, sel, etc. Nous sommes de plus invités à déguster cinq fruits et légumes par jour, à éviter les excès de viande rouge et de produits laitiers, et à ne

* PROFESSEUR ÉMÉRITE À L'AGROPARISTECH

pas oublier de manger des noix, des amandes et des légumes secs (haricots, fèves, lentilles, pois chiches, etc.).

Mais dans de nombreux pays du Sud (tiers-monde), l'enjeu pour les familles est de pouvoir tout d'abord acquérir suffisamment de nourriture pour ne plus avoir faim ni souffrir de malnutrition. De trop nombreuses personnes ne parviennent toujours pas à y acheter ou y produire par elles-mêmes la quantité d'aliments nécessaire pour couvrir leurs besoins journaliers en calories, protéines, lipides, vitamines et minéraux. En effet, avec une ration calorique inférieure à 2 200 kilocalories par jour, plus de 800 millions d'habitants ont encore de nos jours régulièrement faim et un autre milliard d'individus sont en proie à diverses avitaminoses et carences minérales. Dans l'avenir, il nous faudra par ailleurs satisfaire les besoins alimentaires d'une population mondiale sans cesse croissante. Notre planète dénombre aujourd'hui près de 7,3 milliards d'habitants et en comptera sans doute plus de 9,5 milliards en 2050. Cet accroissement démographique est particulièrement élevé (près de 3 % par an) dans les pays de l'Afrique subsaharienne où la production vivrière est déjà très déficitaire.

66

Dans certains pays émergents (Chine, Brésil, Asie du Sud-est, etc.), l'élévation récente du niveau de vie des couches sociales les plus modestes commence par contre à se manifester par une consommation accrue de produits animaux (lait, œufs et viande) dont la fourniture se traduit d'ores et déjà par une augmentation très sensible de la demande en céréales, tubercules, protéagineux et fourrages grossiers destinés à l'alimentation animale. Comme il faut de 3 à 10 calories végétales pour produire une calorie animale, il est sans doute à prévoir plus qu'un doublement de la demande mondiale en produits agricoles (grains, tubercules, protéagineux, oléagineux, canne et betterave à sucre, etc.) destinés directement, ou indirectement via les élevages, à l'alimentation humaine, d'ici 2050. À quoi s'ajoutent aussi désormais les achats croissants de produits agricoles de la part de nombreux autres secteurs de l'économie : construction, textile, agrocarburants, pharmacie, parfums, etc. Force nous est donc de reconnaître que l'agriculture mondiale va être de plus en plus sollicitée dans les années à venir.

Tout cela dans un contexte marqué par le réchauffement climatique global et ses principales conséquences prévisibles, à savoir une fréquence accrue et une intensité plus forte des accidents climatiques (sécheresses, canicules, cyclones, inondations, etc.). Ce

qui veut dire que les agriculteurs ne devront pas seulement adapter leurs systèmes de production à ce climat de plus en plus aléatoire mais aussi réduire autant que possible leurs émissions de gaz à effet de serre : gaz carbonique, méthane et protoxyde d'azote.

L'extrême inégalité des revenus, cause de la faim et de la malnutrition dans le monde

Mais il convient de ne pas se tromper : la faim et la malnutrition résultent bien plus de l'extrême inégalité des revenus au sein de l'humanité que d'une insuffisance de productions alimentaires à l'échelle mondiale. Trop de familles n'ont tout simplement pas encore un pouvoir d'achat suffisant pour se procurer de quoi manger correctement, alors même que la production mondiale de céréales, tubercules et protéagineux, est d'ores et déjà excédentaire. Pour pouvoir nourrir, modestement mais correctement, un habitant, il faut disposer d'environ 200 kg de céréales ou de leur équivalent en tubercules et autres produits amylacés (bananes, châtaignes, fruits à pain, etc.). Or nous en produisons déjà plus de 330 kg en moyenne dans le monde : 200 kg à peine dans les pays du Sud et plus de 600 kg en moyenne dans ceux du Nord.

67

Les populations mal nourries sont en fait celles qui ne parviennent pas à se procurer les aliments disponibles sur le marché mondial, faute d'un pouvoir d'achat suffisant, alors même que les excédents disponibles sur le marché international font l'objet d'énormes gaspillages dans les pays les plus riches¹ et sont destinés de préférence à nourrir des animaux pour des repas exagérément carnés. À moins qu'ils ne servent à produire des agrocarburants pour abreuver nos voitures et nos avions. Nos usines d'éthanol et d'aliments pour bétail sont en effet plus fortunées que les nombreux paysans sans terre et habitants des bidonvilles d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine !

Le paradoxe est que ceux qui souffrent de la faim dans le monde sont pour environ les deux tiers des paysans du Sud dont les bas revenus ne leur permettent plus d'acheter suffisamment de nourriture ou de s'équiper correctement pour produire par eux-mêmes de quoi manger. Le dernier tiers est constitué de familles

¹ Pour l'essentiel : de la nourriture que nous jetons à la poubelle, une fois passée la date de péremption.

ayant quitté prématurément la campagne, faute d'y être restées suffisamment compétitives, et qui ont rejoint les bidonvilles des grandes cités sans pouvoir y trouver des emplois rémunérateurs.

Ce manque de compétitivité résulte pour l'essentiel du fait que dans le contexte de la mondialisation croissante des échanges, les paysanneries du Sud qui travaillent encore exclusivement avec des outils manuels sont brutalement exposées à la concurrence de grandes exploitations agricoles au sein desquelles sont mis en œuvre des systèmes de production hautement mécanisés, motorisés et « chimisés ». Ainsi le paysan du Burkina Faso qui laboure encore sa terre à la houe et récolte son mil ou son sorgho à la serpette est-il ruiné par la concurrence des farines de blé importées d'Europe ou des États-Unis, ou par celle du maïs produit dans les immenses domaines du Brésil et d'Argentine.

Considérons deux sacs de riz de 50 kg qui s'échangent à peu près au même prix sur le marché international : celui produit par une paysanne malgache qui a repiqué ses plantules à la main dans la rizière et récolté ses grains à la faucille a exigé deux cents fois plus de travail agricole que celui du *farmer* nord-américain ou de l'exploitant camarguais qui a semé ses graines à l'aide d'un tracteur et moissonné son riz à la moissonneuse-batteuse. À quoi s'ajoute le fait que les exploitants agricoles des pays industriels perçoivent des subventions ! La paysanne qui, sans protection aucune, doit vendre un peu de son riz pour acquérir des biens de consommation de première nécessité se retrouve de fait contrainte d'accepter une rémunération plus de deux cents fois inférieure à celle de ses compétiteurs. Comment, dans de telles conditions, pourrait-elle un jour obtenir des revenus suffisants pour manger correctement, épargner une part de ses revenus et acquérir les équipements qui lui seraient nécessaires pour produire davantage ?

Comparaison des productivités du travail agricole sur le marché mondial		
Régions rizicoles	Casamance (Sénégal)	Arkansas (USA)
Surface maximale par actif	0,5 hectare	100 hectares
Rendement du riz (paddy) à l'hectare	1,1 tonne	5 tonnes
Produit brut par actif et par an	0,55 tonnes	500 tonnes
Consommations intermédiaires/actif/an	Semences = 0,05 t.	Équivalentes à 400 t.
Valeur ajoutée par actif et par an	0,5 tonne	100 tonnes

Les paysans du Sud qui ne peuvent plus guère résister à la concurrence de nos excédents de produits agricoles et alimentaires subventionnés ont dû bien souvent renoncer à cultiver des céréales, des tubercules et des protéagineux destinés à leur alimentation. Ils ont alors davantage spécialisé leurs systèmes de production vers la fourniture de produits tropicaux destinés à être exportés vers les pays du Nord, mais se retrouvent aujourd'hui bien trop nombreux et dispersés pour négocier des prix rémunérateurs sur les marchés internationaux.

De puissantes sociétés multinationales en position de quasi-monopoles sont bien souvent parvenues à imposer des conditions léonines aux paysannes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, qui leur livrent les produits destinés à l'exportation : café, thé, cacao, bananes, vanille, etc. Tant et si bien que les familles paysannes ayant renoncé à produire des vivres ne peuvent même plus se procurer de quoi manger correctement. Et la nourriture produite en excédent dans les pays du Nord et dans les latifundiums du Brésil et d'Argentine sert de plus en plus à l'alimentation animale ou à la fabrication d'agrocarburants pour abreuver nos voitures.

La faillite de nombreuses paysannes du Sud travaillant à la main est déjà à l'origine d'un exode rural massif, prélude à de forts mouvements migratoires internationaux. Mais l'industrialisation en cours dans les pays émergents, fondée sur l'emploi d'équipements hautement mécanisés, voire robotisés, ne parvient pas à créer des emplois en nombre suffisant pour donner du travail à tous les ruraux contraints de quitter brutalement l'agriculture et absorber correctement cet afflux de main-d'œuvre paupérisée. D'où l'urgence qu'il y aurait d'enrayer l'exode rural actuel en créant des conditions plus favorables au développement d'agricultures paysannes à la fois productives, rémunératrices et durables. Tout en faisant en sorte que les peuples du Sud puissent assurer par eux-mêmes la sécurité de leur approvisionnement vivrier et bénéficier ainsi d'une plus grande souveraineté alimentaire.

Mettre fin au soi-disant « libre-échange »

La question alimentaire ne sera finalement résolue que si les paysannes du Sud parviennent à sortir définitivement de leur pauvreté en augmentant leur propre productivité, de façon à produire ou acquérir suffisamment de nourriture, acheter leurs autres biens de consommation de première nécessité et acquérir les équipements les plus favorables à la mise en œuvre de systèmes

de culture et d'élevage à la fois plus productifs et durables au sein même de leurs unités de production.

Mais encore faudrait-il que ces paysanneries puissent tout d'abord ne pas souffrir de la concurrence de l'importation de céréales, légumineuses, poudres de lait et viande subventionnées, en provenance des quelques puissances excédentaires (Union européenne, États-Unis d'Amérique, Brésil, Argentine, Australie, Nouvelle Zélande, etc.). On ne parviendra en effet à éradiquer la faim et la malnutrition dans le monde qu'en modifiant de fond en comble les règles du commerce international afin de rendre celui-ci plus équitable. Ce qui veut dire mettre fin au soi-disant « libre »-échange qui a pour effet de mettre les paysanneries pauvres en concurrence directe avec les exploitations agricoles motomécanisées dans lesquelles la productivité du travail agricole est plus de 200 fois supérieure à la leur.

Il conviendrait en premier lieu d'autoriser les pays déficitaires du Sud à faire ce que l'Europe a fait avec succès au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale : mettre des droits de douane conséquents à l'importation des produits alimentaires de façon que leurs paysans puissent bénéficier de prix plus rémunérateurs et dégager ainsi des revenus suffisants pour assurer le bien-être de leurs familles, épargner et investir dans l'acquisition de nouveaux moyens de production : animaux de bât ou de trait, outils attelés, petits motoculteurs, vergers, etc. Une telle mesure serait salutaire pour les paysanneries du Sud qui pourraient ainsi améliorer leurs systèmes productifs et produire par elles-mêmes la nourriture dont leurs nations ont besoin. Cela a déjà été clairement démontré quand le gouvernement camerounais a fini par mettre des droits de douane à l'importation de découpes de nos poulets congelés (en 2005) ou lorsque le gouvernement sénégalais a établi des quotas à l'importation d'oignons (en 2011) pour protéger ses propres producteurs. Les droits de douane pourraient être affectés prioritairement à la création de chantiers à haute intensité de main-d'œuvre pour que les chômeurs des bidonvilles aient enfin accès à un emploi et à des revenus leur permettant de s'alimenter correctement.

Les puissances excédentaires en produits alimentaires seraient ainsi incitées à ne plus autant exporter à vil prix des surplus de céréales, sucre, viande et poudre de lait vers les pays déficitaires du Sud. Sans doute devront-elles alors reconverter leurs propres agricultures vers des systèmes de production sans doute moins productifs à l'hectare, mais surtout beaucoup moins consommateurs

d'énergie fossile, d'engrais de synthèse et de produits pesticides, avec des effets bien moins destructeurs sur l'environnement. La défense d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement et de la qualité sanitaire des aliments dans les pays industrialisés n'apparaît donc en rien contradictoire avec la reconquête par les nations du Sud de leur sécurité et de leur souveraineté alimentaires.

Promouvoir une agriculture écologiquement intensive

Le défi sera de faire en sorte qu'une fois protégées de nos exportations à vil prix, les nations déficitaires du Sud puissent plus que doubler le volume de leur production alimentaire végétale, en moins d'un demi-siècle, en s'adaptant au probable réchauffement climatique, en évitant les émissions de gaz à effet de serre et en respectant au mieux le cadre de vie des populations rurales et urbaines. Il leur faudra aussi là-bas ne plus sacrifier, à plus ou moins long terme, les potentialités productives des écosystèmes cultivés et pâturés (la fertilité des sols, la sauvegarde des insectes pollinisateurs, la hauteur des nappes phréatiques, etc.), au nom de la satisfaction des besoins immédiats. Il conviendra en particulier de bien préserver le taux d'humus des sols et d'éviter, autant que faire se peut, leur érosion, leur compaction et leur salinisation. De même leur faudra-t-il éviter les risques de prolifération intempestive de prédateurs, d'espèces envahissantes et d'agents pathogènes, pouvant être nuisibles aux plantes cultivées et aux troupeaux domestiques.

Les nations du Sud devront tout d'abord éviter d'étendre les surfaces cultivées et pâturées aux dépens des savanes et forêts naturelles, avec pour effet d'accroître les émissions de gaz à effet de serre et de mettre en péril des écosystèmes riches en biodiversité. Certes, il ne manque pas au Sud de terres disponibles pour l'agriculture, puisque la FAO considère que sur les 4,2 milliards d'hectares cultivables dans le monde, seuls 1,5 milliard d'hectares sont cultivés de nos jours (FAO 2014). Mais ces surfaces incultes sont pour l'essentiel des friches ou jachères qui succèdent épisodiquement aux périodes de mise en culture temporaire et jouent un rôle essentiel dans la préservation de la biodiversité et la séquestration du carbone dans l'humus des sols.

Les peuples du Sud devront donc renoncer à toute forme d'agriculture extensive, du type de celles observées au sein des grands latifundiums du Brésil, d'Argentine et d'Afrique australe,

qui ont largement recours à des engins motorisés et des produits pesticides, avec pour effet de remplacer les travailleurs agricoles par des machines ou des herbicides. De telle motomécanisation et « chimisation » des tâches agricoles se manifestent en effet à la fois par de très grands déséquilibres écologiques (érosion des sols, pollution des eaux, prolifération d'espèces envahissantes, etc.), une substitution de la force de travail agricole par des machines, une accélération de l'exode rural et un chômage accru. L'enjeu pour les paysanneries du Sud sera au contraire de pouvoir mettre en œuvre des systèmes de production agricole intensifs en emplois et hautement diversifiés, capables de valoriser au mieux la biodiversité et les potentialités productives spécifiques de chacun des territoires, sans recours à des pesticides et avec un emploi minimum d'énergie fossile.

Techniquement parlant, nous aurions toutes les raisons d'être optimistes : il est en effet parfaitement possible de mettre en œuvre des systèmes de production agricole qui fassent dans les pays du Sud un usage plus intensif des ressources naturelles renouvelables ou abondantes : l'énergie solaire à transformer en énergie alimentaire via la photosynthèse pratiquée par les plantes ; le carbone du gaz carbonique (gaz à effet de serre) en excédent dans l'atmosphère pour la confection des hydrates de carbone (sucres, amidon, lipides, etc.) ; l'azote de l'air pour la synthèse des protéines ; les éléments minéraux (calcium, potassium, phosphore, oligoéléments, etc.) libérés tous les ans par l'altération des roches mères en sous-sol ; et ceux qui, déjà présents dans les couches arables, ne sont pas directement assimilables par les racines des plantes. Il s'agit le plus souvent d'associer diverses espèces et variétés dans les mêmes champs, d'y entretenir des arbres (agroforesterie), d'y implanter des légumineuses pour la production des protéines et la fertilisation azotée des sols, d'allonger les rotations de cultures, d'intégrer étroitement agriculture et élevage au sein des fermes ou des terroirs, de fabriquer du fumier et des composts tout en sauvegardant la biologie des sols (microbes fixateurs d'azote, champignons mycorhiziens, vers de terre, etc.), etc.

L'association de l'élevage à l'agriculture contribue à recycler les sous-produits végétaux dans les rations animales et favorise la fertilisation organique des sols avec les excréments animaux. Grâce aux charrettes et aux animaux de trait, les paysans transportent les chaumes des céréales jusqu'aux parcs et étables où les animaux

déposent leurs bouses durant la nuit. Le fumier ainsi accumulé est épandu périodiquement sur les terrains emblavés et contribuent à maintenir leur fertilité. Cette association permet un meilleur usage des résidus de culture pour l'affouragement et les litières des animaux et une bien meilleure utilisation des déjections animales pour la fabrication d'engrais organiques.

Économes en énergie fossile et en intrants manufacturés importés, ces pratiques agricoles inspirées de l'agro-écologie sont exigeantes en travail mais peuvent tout à la fois produire une alimentation saine et abondante, générer de nombreux emplois agricoles dans le Sud et fournir de multiples services d'intérêt général, sans causer de dégâts environnementaux. Mais encore faudrait-il que les peuples du Sud soient autorisés à protéger leurs agricultures paysannes et vivrières par des droits de douane conséquents.

Entreprendre des réformes agraires pour une agriculture paysanne

Mais les obstacles à l'élévation durable des rendements à l'hectare dans les pays du Sud ne sont le plus souvent pas tant d'ordre technique que de nature socio-économique. Ils résultent très largement, nous l'avons vu, des conditions inégales dans lesquelles se manifeste la concurrence entre producteurs sur les marchés mondiaux des produits agricoles et alimentaires. Ils consistent aussi bien souvent en des structures agraires injustes, des législations foncières inadéquates, un accès limité aux crédits, et des conditions iniques imposées généralement par les entreprises situées en amont ou en aval.

De façon à pouvoir amortir au plus vite leurs immobilisations de capital fixe, les exploitants agricoles capitalistes ont bien souvent intérêt à spécialiser fortement leurs systèmes de culture ou d'élevage avec un nombre limité de productions pour lesquelles il leur est alors possible de réaliser d'importantes économies d'échelle. C'est la raison pour laquelle on observe généralement de vastes ranches d'élevage extensif ou d'immenses plantations en monoculture (bananiers, hévéas, palmiers à huile, etc.) dans les très grandes exploitations agricoles d'Amérique latine et d'Afrique australe. Ces dernières ont alors très largement recours à des engins motorisés et produits phytosanitaires, avec pour effet de remplacer les travailleurs salariés par des machines à moteurs ou des herbicides. Une telle motomécanisation combinée à la « chimisation » des tâches

agricoles se traduit finalement par une accélération de l'exode rural et un chômage accru dans les pays concernés. Elle ne contribue donc en rien à résoudre la question de la pauvreté et de la sous-nutrition dans les pays du Sud.

À l'inverse de ces exploitants agricoles capitalistes qui ne travaillent pas directement dans leurs exploitations, mais y injectent seulement du capital en vue de maximiser leur taux de profit en comparaison avec d'autres opportunités de placements, les paysans travaillent eux-mêmes pour leur propre compte et investissent leur épargne éventuelle dans leurs unités de production de façon à pouvoir y mieux vivre de leur travail, en comparant leurs revenus agricoles à ce qu'il leur serait possible (ou non) d'obtenir en exerçant d'autres activités ailleurs. L'agriculture paysanne apparaît donc comme la plus à même de réguler localement les problèmes d'emploi et d'exode rural : un paysan ne remplace jamais sa main-d'œuvre familiale par des machines tant que celle-ci ne trouve pas d'autres opportunités d'emplois plus rémunérateurs en dehors de sa ferme. Les enfants ne renoncent à reprendre l'exploitation familiale de leurs parents que s'ils ont l'espoir de trouver un travail mieux rémunéré ou moins pénible à l'extérieur et l'existence d'un chômage chronique en ville peut bien sûr les en dissuader.

Travaillant eux-mêmes directement pour leur compte, les agriculteurs et leurs familles ont intérêt à gérer au mieux l'emploi de leur propre main-d'œuvre et à échelonner les travaux culturels et les activités d'élevage tout au long de l'année, de façon à éviter les trop fortes pointes de travail et les périodes de sous-emploi. Il leur faut alors bien souvent diversifier les systèmes de culture et d'élevage, de façon à étaler au plus les activités productives au fil des saisons ; et cela va souvent de pair avec la mise en place de systèmes associant polyculture et poly-élevage, la mise en œuvre de rotations de cultures et d'assolements diversifiés, le recyclage des résidus de culture et des excréments d'animaux au sein de leurs fermes, la fabrication de fumier ou de compost et la fertilisation organique des terrains, etc.

Mais le fait que les paysans soient bien souvent les plus à même d'inventer et de mettre en œuvre les systèmes de production agricole les plus conformes aux exigences d'un développement agricole durable ne veut pas dire pour autant que leur situation socio-économique soit toujours favorable à cet effet. Les paysans les plus pauvres de la planète n'ont en effet pas souvent accès aux moyens

de production qui leur permettraient d'associer davantage l'élevage aux productions végétales de façon à recycler au mieux leurs résidus de culture, fabriquer du fumier et assurer pleinement la fumure organique des terrains. De même leur manque-t-il cruellement les équipements nécessaires au maniement et au transport de la paille, du fourrages, du fumier et du compost : râtaux, fourches, charrettes, traction animale, bêtes de somme, etc. L'urgence serait de leur permettre d'avoir enfin accès à ces animaux et équipements.

La mise en œuvre des pratiques inspirées de l'agro-écologie suppose aussi que les paysanneries puissent jouir d'une plus grande sécurité foncière, de façon à pouvoir bénéficier des fruits de leurs efforts sur le long terme. Cette sécurité foncière peut être assurée selon des modalités variables ne passant pas nécessairement par une appropriation privative (souvent le meilleur moyen de priver les paysans pauvres d'un accès à la terre) mais va en tous cas à l'encontre des tendances actuelles à l'accaparement de terres (« *land grabbing* ») par quelques fonds souverains et certaines puissantes sociétés multinationales.

Cette dynamique récente d'accaparement du foncier agricole à l'échelle internationale traduit bien sûr la panique de nombreux États soucieux de garantir leur approvisionnement agro-alimentaire, mais résulte aussi d'une croyance erronée en la supériorité économique du modèle latifundiaire. Ce sont en fait les exploitations agricoles paysannes qui sont les plus à même d'héberger les systèmes de production inspirés de l'agro-écologie les plus conformes aux exigences d'une agriculture intensive en emplois, productive à l'hectare, rémunératrice et « durable ». Le développement de systèmes de production agricole qui soient à la fois diversifiés, productifs et respectueux de l'environnement, paraît en effet bien plus aisé dans les exploitations agricoles familiales, moins soumises aux impératifs d'économies d'échelle et de réduction des coûts salariaux.

Promouvoir l'essor d'une agriculture paysanne mettant en œuvre des pratiques inspirées de l'agro-écologie dans les pays du Sud ne relève donc pas d'un quelconque passéisme, mais résulte au contraire de l'impératif d'assurer la durabilité des systèmes agro-alimentaires dans ces pays. La mise en œuvre de véritables réformes agraires destinées à redistribuer les terres accaparées par les grands propriétaires capitalistes et à favoriser l'essor d'une telle agriculture paysanne et durable reste donc bien un impératif majeur dans un très grand nombre d'entre eux.

En Europe : revoir de fond en comble la politique agricole commune (PAC)

L'Union européenne serait quant à elle bien inspirée de ne plus vouloir exporter vers les pays du Sud les excédents de céréales, sucre, lait et viande, pour la production desquels ses agriculteurs sont encore largement subventionnés, avec pour effet de ruiner les paysanneries sous-équipées du Sud. Encore faudrait-il que le Parlement européen et les parlements nationaux de chacun des États membres renoncent à vouloir ratifier les soi-disant « Accords de partenariat économique » (APE) que la Commission tente d'imposer aux pays « ACP » (Afrique, Caraïbes, Pacifique). La philosophie de ces accords, clairement « libre-échangiste », entretient l'illusion que la suppression des barrières aux échanges pourrait favoriser la croissance économique des pays du Sud. Mais les paysanneries de ces pays, et en particulier celles de l'Afrique de l'Ouest, ont en fait tout à craindre de ce qui pourrait en résulter en terme d'appauvrissement face à une concurrence encore plus déloyale, d'impossibilité de développer des filières de productions locales destinées aux marchés intérieurs, et de baisse des recettes fiscales pour les États concernés. Ces APE révèlent en fait un bien curieux « oubli » par les Européens de leur propre histoire : celle de la politique agricole commune qui, à ses débuts, avait efficacement institué un régime de protection douanière lui ayant permis de très vite reconquérir leur sécurité alimentaire au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

Les paysanneries européennes auraient d'ailleurs aujourd'hui tout à perdre de la signature des traités transatlantiques actuellement négociés avec le Canada et les États-Unis d'Amérique². Leur situation ne manquerait pas en effet de s'aggraver dans l'avenir si elles devaient être encore davantage soumises aux règles du dit « libre-échange » avec ces puissances largement dotées de superficies agricoles au sein desquelles les systèmes de culture et d'élevage pratiqués à grande échelle sont encore très extensifs et parviennent à produire à de très faibles coûts monétaires. Sur des fermes de plus petite dimension, nos agriculteurs ne pourraient guère prétendre devenir compétitifs. La France aurait tout particulièrement intérêt à défendre la qualité

76

² Traités de libre-échange transatlantique : TAFTA avec les États-Unis et CETA avec le Canada.

sanitaire et gustative de ses produits de terroirs et ne surtout pas mettre en péril ses appellations d'origine protégée (ex-AOC) !

Le plus urgent pour l'Union européenne serait d'imposer des droits de douane à ses importations massives de protéagineux (soja et tourteaux de soja transgéniques) en provenance des États-Unis, du Brésil et de l'Argentine, destinés à l'alimentation animale³. Ainsi pourrions-nous étendre nos surfaces dédiées à la culture des plantes de la famille des légumineuses (trèfle, luzerne, pois fourrager, fèverole, etc.) pour l'alimentation de nos animaux en protéines et pour la fertilisation biologique de nos sols en azote. Cela supposerait, il est vrai, de renégocier certains accords internationaux⁴; mais ce ne serait pas faire du tort aux peuples brésiliens et argentins qui voient aujourd'hui leurs protéines nourrir nos cochons et nos volailles alors même que beaucoup trop de gens ont encore faim dans leurs deux pays !

En Europe aussi, tout comme dans toutes les régions du monde, plutôt que de promouvoir les agricultures industrielles dommageables au cadre de vie et destructrices des potentialités productives des terroirs à moyen et long termes, il conviendrait plutôt de conforter les formes diverses d'agriculture paysanne, diversifiées, artisanales et respectueuses de nos environnements. Moins soumises que les grandes exploitations aux impératifs d'économies d'échelle et de réduction des coûts du travail, les unités de production familiales de taille moyenne sont en effet bien souvent les plus à même d'héberger les systèmes de culture et d'élevage conformes aux exigences du développement durable et de la qualité sanitaire des aliments. Mais plus soignés, ces systèmes de production agricole sont aussi plus exigeants en travail et il conviendrait donc de faire en sorte que les subventions de la politique agricole commune puissent rémunérer correctement les paysans, en relation avec la qualité de leurs produits et les services environnementaux procurés à la société dans son ensemble.

³ L'Europe est dépendante de l'importation de protéines végétales destinées à l'alimentation animale pour près des trois quarts de ses besoins. La France est, quant à elle, dépendante pour les deux tiers.

⁴ En particulier l'accord dit de Blair House, signé en 1992 entre les États-Unis d'Amérique et la Communauté économique européenne.

Références bibliographiques

- Altieri A. M. (1986), *L'agroécologie. Bases scientifiques d'une agriculture alternative*, Éditions Debard, Paris.
- Dufumier M. (2012) *Famines au Sud ; Malbouffe au Nord. Comment le bio peut nous sauver*, Éditions NiL, Paris.
- Dufumier M. (2014), *50 idées reçues sur l'agriculture et l'alimentation*, Allary Édition, Paris.
- FAO (2014), *The state of food and agriculture 2014*, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Éditions FAO, Rome.
- Griffon M. (2006), *Nourrir la planète*, Édition Odile Jacob, Paris.
- IAASTD (2009), *Agriculture at a crossroads. International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development. Global Report*, UNDP ; Washington DC. www.agassessment.org/reports/IAASTD/En
- INRA et CIRAD (2009), *Agrimonde®. Agricultures et alimentations du monde en 2050 : scénarios et défis pour un développement durable*, Paris.
- Mazoyer M., Roudart L. (1997), *Histoire des agricultures du monde*, Paris, Éditions du Seuil.
- Trouvé A. (2015), *Le business est dans le pré. Les dérives de l'agro-industrie*, Éditions Fayard.

78

Résumé :

Nous sommes près de 7,3 milliards d'humains dans le monde et nous serons probablement plus de 9,5 milliards d'habitants en 2050. De trop nombreuses personnes ne parviennent toujours pas aujourd'hui à acheter ou produire par elles-mêmes la quantité d'aliments nécessaire pour couvrir leurs besoins journaliers en calories, protéines, lipides, vitamines et minéraux. Il existe pourtant des techniques agricoles inspirées de l'agro-écologie qui permettraient de nourrir correctement et durablement l'humanité toute entière. Mais les obstacles à l'élévation durable des rendements agricoles, sans recours excessif aux énergies fossiles et aux produits pesticides, ne sont pas tant d'ordre technique que de nature socio-économique. Ils résultent en premier lieu des conditions inégales dans lesquelles se manifeste la concurrence entre producteurs sur les marchés mondiaux des produits agricoles et alimentaires. Ils consistent aussi en des structures agraires injustes, des législations foncières inadéquates, un accès limité aux crédits, et des conditions iniques imposées généralement par les entreprises situées en amont ou en aval.